

REPUBLIQUE DU TCHAD

\*\*\*\*\*

CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

\*\*\*\*\*

PRESIDENCE DU CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION

\*\*\*\*\*

PRIMATURE

\*\*\*\*\*

COMITE D'ORGANISATION DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

CONSULTATION DES FORCES VIVES NATIONALES

# RAPPORT SYNTHÈSE PROVINCE DU GUERA

03 NOVEMBRE 2021

Page 1 sur 27

## Table des matières

INTRODUCTION .....	3
I. RECOMMANDATIONS.....	4
Thématique 1. Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale .....	5
Thématique 2. Forme de l'Etat, Constitution, Réformes institutionnelles et Processus Electoral .....	5
Thématique 3. Droits Humains, et Libertés fondamentales .....	5
Thématique 4. Politiques publiques Sectorielles .....	5
Thématique 5. Questions Sociétales.....	5
II. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES GROUPES .....	6

## INTRODUCTION

Après la Province du Batha, la Province du Guéra, à l'instar des autres provinces du Tchad, a organisé une concertation des forces vives regroupant les sensibilités politiques, socioprofessionnelles, religieuses, les groupes de jeunes, les structures féminines et des personnes ressources à l'Université Polytechnique de Mongo du 1<sup>er</sup> au 2 Novembre 2021.

Au total, 123 personnes venant des Départements de Bahr Garada, de Bahr Signaka, de Mangalmé, d'Abtouyour et du Guéra, y ont pris part. Cette consultation a été officiellement lancée par Monsieur le Secrétaire Général de la Province du Guéra représentant Monsieur le Gouverneur, qui, dans son mot d'ouverture, a retracé le contexte dans lequel ces assises sont organisées eu égard à la situation exceptionnelle que traverse le pays suite au décès tragique de Son Excellence IDRIS DEBY ITNO, Maréchal du Tchad. Le Secrétaire Général de la Province du Guéra s'est réjoui du fait que le Guéra a toujours brillamment participé aux consultations nationales avant d'exhorter les participants à faire preuve de patriotisme et de discuter sans tabou toutes les thématiques concernées par lesdites assises.

Prenant la parole à son tour, le Chef de Mission a retracé de prime abord le processus ayant abouti à la mise en place du Comité de Dialogue National Inclusif (CODNI) avec ses démembrements avant de donner des orientations on ne peut plus claires sur la conduite des discussions axées sur les cinq (5) principales thématiques.

A la fin de cette phase protocolaire, un présidium constitué de quatre (4) membres a été mis en place dont un Président, une vice-Présidente et deux rapporteurs. Il s'agit de :

- **Président** : NASSOUR DOUNGOUSS
- **Vice-Présidente** : MAIMOUNA MOUSSA
- **Rapporteur** : ALEXIS GAYE
- **Rapporteur Adjoint** : SAKINE RAMAT

Après l'installation du présidium, la mission lui a officiellement remis le questionnaire destiné à orienter les discussions dans les groupes thématiques. C'est à ce moment précis qu'est intervenue la pause-café. De retour en salle, les participants se sont organisés en groupes thématiques dirigés par des présidents et des rapporteurs et les travaux proprement dits ont aussitôt commencé.

Tout au long des travaux en ateliers, les membres du présidium et les personnes ressources invitées à cet effet ont fait le tour des groupes pour recadrer les discussions afin que les participants se focalisent sur l'essentiel. A la fin de la première journée, tous les groupes ont regagné la salle à la demande du présidium pour faire l'état d'avancement des travaux. C'est ainsi que tour à tour, les présidents des différents groupes ont situé l'assistance sur les résultats de leurs travaux. Il en ressort globalement que les travaux sont bien avancés, à la satisfaction de tous.

Les travaux de groupes se sont poursuivis le lendemain dès 8h 00 mn selon l'agenda arrêté de commun accord.

Après la pause de 10h 30mn, la plénière a été reprise et chaque groupe a présenté les résultats de ses travaux. Un débat riche et varié a suivi les différentes présentations. C'est à travers ce débat houleux, sans tabou, que le consensus fut dégagé à la satisfaction de tous les participants. Plusieurs recommandations ont été formulées par les participants.

### **Cérémonie de clôture**

Les journées de consultation des forces vives en prélude au Dialogue National Inclusif qui se sont déroulés du 1<sup>er</sup> au 02 Novembre 2021 dans l'amphithéâtre de l'Université Polytechnique de Mongo se sont achevées aux environs de 16 h.

Quatre temps forts ont ponctué la cérémonie de clôture.

En premier lieu, ce fut le mot de remerciement du Président du présidium à l'égard des participants qui se sont investis et n'ont ménagé aucun effort lors de ces deux journées de concertation ;

En second lieu ce fut la lecture de la synthèse des travaux des groupes thématiques par les rapporteurs, suivie de la lecture des recommandations proposées par les participants ;

En troisième lieu ce fut l'allocution du Chef de mission venu de N'Djaména pour féliciter et remercier vivement du fond du cœur tous les participants, pour ce travail abattu et pour les rassurer qu'il transmettra fidèlement les résultats des travaux à qui de droit ;

Enfin, c'est au tour du Secrétaire Général de prononcer son discours de clôture officielle.

## **I. RECOMMANDATIONS**

Considérant la volonté manifeste des plus hautes autorités de la transition d'impliquer étroitement les forces vives dans l'organisation du dialogue nationale inclusif,

Conscients de la nécessité impérieuse de réunir les fils du Tchad autour d'une table ronde afin de dégager les pistes de solution aux maux qui gangrènent la cohésion nationale, la paix, la justice, indispensables à l'amorce d'un développement durable,

Convaincus de la nécessité d'accompagner les autorités de la transition en vue de leur permettre de consolider les acquis démocratiques légués par le défunt Maréchal du Tchad Idriss Deby ITNO pour la réalisation de son projet qui lui tenait à cœur à savoir le Tchad que nous voulons à l'horizon 2030,

Conformément à la volonté des populations du Guéra, mandataires des forces vives ayant pris part aux assises du pré-dialogue,

Nous, participants et participantes à la consultation des forces vives de la province du Guéra en prélude au Dialogue National Inclusif, recommandons ce qui suit :

**Thématique 1. Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale**

- ✓ L'indépendance de la justice ;
- ✓ Réorganiser les états généraux de la justice ;
- ✓ La non-ingérence de l'exécutif dans les affaires judiciaires (les autorités administratives, militaires et civiles, politiques et traditionnelles) ;
- ✓ Régulariser la situation des inculpés et prévenus ;
- ✓ Corriger la lenteur judiciaire
- ✓ Promouvoir les comités de gestion et de dialogue des conflits intercommunautaires ;
- ✓ Institutionnaliser les comités de dialogue et de réconciliation afin de faire partie d'une institution avec des moyens conséquents.
- ✓ Prendre en compte les résolutions des états généraux de l'armée

**Thématique 2. Forme de l'Etat, Constitution, Réformes institutionnelles et Processus Electoral**

- ✓ Maintenir les grandes institutions à l'exception de la médiation
- ✓ Mettre en application les recommandations des Etats généraux de la justice ;
- ✓ Revoir la charte des partis politiques pour la limitation de leur nombre pléthorique ;

**Thématique 3. Droits Humains, et Libertés fondamentales**

- ✓ Respecter intégralement les différentes propositions des forces vives du Tchad
- ✓ Promouvoir la protection des droits des minorités et des vulnérables ;

**Thématique 4. Politiques publiques Sectorielles**

- ✓ Bâtir, et équiper les institutions de formations techniques et professionnelles (UPM, LTC, LTI, Centre Professionnels etc.) afin de répondre aux exigences du moment (adéquation formation-emploi).
- ✓ Favoriser la création des industries de transformations des produits et matières premières locales.

**Thématique 5. Questions Sociétales.**

- ✓ Donner un statut particulier aux autorités traditionnelles et coutumières ;
- ✓ Créer un haut conseil de chefferies traditionnelles ;
- ✓ Instituer une journée Nationale de la Jeunesse (JNJ) ;

**Fait à Mongo, le 02 novembre 2021.**

**Les participants**

## II. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES GROUPES

THEMATIQUE I : Paix, cohésion sociale et réconciliation nationale		
Justice et égalité des citoyens	L'injustice et l'inégalité des citoyens ne favorisent pas le climat de paix et de cohésion sociale dans notre pays. Quelles sont les solutions que vous proposez pour les éradiquer ?	<p>Ainsi, tous les Tchadiens doivent être égaux devant la loi en instaurant une justice équitable à tous sans distinction aucune, une égalité sociale entre tous les fils et filles du Tchad.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'indépendance de la justice ;</li> <li>✓ Réorganiser les états généraux de la justice ;</li> <li>✓ La non-ingérence de l'exécutif dans les affaires judiciaires (les autorités administratives, militaires et civiles, politiques et traditionnelles) ;</li> <li>✓ Régulariser la situation des inculpés et prévenus ;</li> <li>✓ Corriger la lenteur judiciaire.</li> </ul>
	Comment peut-on éradiquer l'impunité dans notre pays et garantir l'égalité des citoyens devant la loi, sans discrimination aucune ?	<p>1) Pour éradiquer l'impunité dans notre pays et garantir l'égalité des citoyens devant la loi sans discrimination, les dispositions pénales doivent être appliquées par les autorités judiciaires et exécutives compétentes de manière non discriminatoire.</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'état a le devoir de lutter contre l'impunité afin de rendre la justice aux victimes ;</li> <li>✓ Instaurer un état de droit ainsi que la confiance de l'opinion ;</li> <li>✓ Rendre la justice accessible à tous les justiciables ;</li> <li>✓ Donner l'accès facile aux chefs traditionnels afin qu'ils défendent leurs populations ;</li> <li>✓ Réprimer sévèrement les délinquants et leurs complices conformément à la loi.</li> </ul>
Cohésion sociale et	Qu'est ce qui divise les Tchadiens ?	2) Ce qui divise les Tchadiens :

diversité culturelle		<p>L'ignorance, manque de patriotisme, l'injustice, la haine, le népotisme, la politique, le tribalisme, l'inégalité et la création anarchique des cantons sans ressort territorial.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut mettre fin aux périls socio culturels, restaurer les cultures tchadiennes, respecter les valeurs culturelles et les us et coutumes de toutes les ethnies du Tchad.</li> <li>✓ Promouvoir des émissions culturelles télévisées.</li> </ul>
	Comment faire pour que le pluralisme et la diversité culturelle deviennent davantage les traits caractéristiques de notre pays ?	<p>1) Renforcer la capacité de nos musées existants, créer des musées dans chaque département du Tchad.</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut restaurer nos valeurs culturelles en cultivant l'amour et la considération culturelle.</li> </ul>
	Que faut-il faire pour la sauvegarde de la diversité sociale et culturelle ?	<p>1) Pour sauvegarder nos diversités sociales et culturelles, il faut restaurer nos valeurs culturelles</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Promouvoir les visites d'échanges culturels, le travail collectif.</li> </ul>
	Quelles sont les principales causes des conflits communautaires ?	<p>1) Création anarchique des cantons.</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les problèmes fonciers doivent être traités par les autorités traditionnelles appuyées par l'administration, la conquête de l'espace.</li> </ul>
	Comment peut-on régler efficacement ces conflits ?	<p>3) Il faut l'autorité de l'état et le respect des us et coutumes.</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut la cohésion sociale et le vivre ensemble ;</li> <li>✓ Promouvoir les comités de gestion et de dialogue des conflits intercommunautaire ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Prévenir contre les conflits intercommunautaires ;</li> <li>✓ Institutionnaliser les comités de dialogue et de réconciliation afin de faire partie d'une institution avec des moyens conséquents.</li> </ul>
Forces de Défense et de Sécurité au service de l'unité nationale et de la paix	Les FDS exercent elles leurs missions régaliennes ? peuvent-elles jouer le rôle d'agents de développement ?	<p>4) Elle n'est pas une armée nationale, néanmoins il faut mettre à leur niveau des moyens conséquents</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Epurer les forces des défenses et de sécurité des éléments indisciplinés ;</li> <li>✓ Appliquer les résolutions des états généraux de l'armée.</li> </ul>
	Comment doit-on faire pour que l'armée soit perçue par les citoyens comme une armée véritablement nationale ?	<p>1) Le recrutement dans l'armée doit être basé sur le mérite et sans aucune discrimination quelconque.</p> <p>Recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Prendre en compte les états généraux de l'armée</li> </ul>
	Comment appréciez-vous les projections de nos FDS à l'extérieur du pays ?	<p>5) Elle a défendu les couleurs du pays à l'intérieur et à l'extérieur positivement.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut l'application stricte des accords entre les antagonistes ;</li> </ul> <p>Cesser l'hypocrisie d'être rebelle afin de s'enrichir par les accords</p>
Réconciliation Nationale	Qu'est ce qui explique les échecs quasi systématiques des accords de paix conclus avec les politico militaires ? Et comment y remédier ?	<p>1) La non-application des accords signés par les belligérants. En plus, les accords sont conclus sur la base de clientélisme.</p> <p>Recommandation :</p> <p>6) Il faut l'application stricte des accords signés et que les dialogues soient francs et sincères. La non-application des accords signés par les belligérants. En plus, les accords sont conclus sur la base de clientélisme.</p> <p>Recommandation :</p>

		✓ Il faut l'application stricte des accords signés et que les dialogues soient francs et sincères.
	Quels sont les facteurs de réussite d'une paix durable ?	1) L'application des résolutions des états généraux de l'armée Recommandation : Il faut la justice, l'équité, l'égalité, sincérité.....

<b>THEMATIQUE II : Forme de l'Etat, constitution réforme institutionnelles et processus électoral</b>		
Constitution et institution	Un Etat unitaire fortement décentralisé est adapté à notre pays ?	Oui, car elle contribue à l'unité nationale et l'enracinement de la démocratie ;
	Que pensez-vous de la création du SENAT à côté de l'Assemblée Nationale ?	Comme nous voulons un Etat unitaire fortement décentralisé, le Sénat est une émanation des collectivités territoriales décentralisées, ce qui renforce davantage la démocratie dans notre pays
	Pensez-vous que le recours à un référendum est nécessaire pour l'adoption de la nouvelle constitution ?	Le recours à un referendum est très nécessaire à l'adhésion du peuple pour la loi fondamentale de notre pays ;
	Quelles sont les grandes institutions que vous souhaiteriez voir inscrites dans la future constitution : Conseil constitutionnel, Cour suprême, cour des comptes, médiation, HCC, Haut conseil des Chefferies traditionnelles ?	1- Les grandes institutions que nous souhaiterions voir inscrites dans la future constitution de notre pays sont : Le Conseil constitutionnel ; La Cour suprême ; La Cour des comptes ; Le HCC ; Le Haut conseil des chefferies traditionnelles ; Le Conseil économique social et culturel. A l'exception de la médiation dont la mission sera assurée par le haut conseil des chefferies traditionnelles.

	Pensez-vous que la séparation des pouvoirs est respectée dans notre pays ? sinon comment peut-on l'améliorer ?	La séparation des pouvoirs dans notre pays est formelle mais l'application des textes reste un défi majeur du fait des interférences de l'exécutif sur les autres pouvoirs. Il nous faut rendre le pouvoir judiciaire indépendant des deux autres pouvoirs (exécutif et législatif) dans notre pays.
	Que pensez-vous du fonctionnement de la justice dans notre pays ? avez-vous des propositions pour améliorer son indépendance et son impartialité ?	Le fonctionnement de la justice dans notre pays pose d'énormes problèmes et mérite qu'une attention particulière lui soit accordée ; Il faut que les pouvoirs exécutif et législatif cessent d'influencer le pouvoir judiciaire. Il faut prendre des mesures vigoureuses pour lutter contre la corruption et le clientélisme en milieu judiciaire, et traduire les juges corrompus devant les juridictions. Dans ce sens, le conseil supérieur de la magistrature doit sévir de façon implacable contre les magistrats véreux.
Administration du Territoire et Gouvernance Locale	Que pensez-vous du fonctionnement de notre système du territoire ? Quels changements doit-on y apporter ?	De nombreux problèmes de gouvernance existent dans notre administration territoriale. Il faut nommer des hommes qu'il faut à la place qu'il faut. Il faut procéder à des relèves des Autorités après une certaine durée de fonction, car les expériences ont prouvé que bien de nos Autorités administratives se maintiennent au-delà de cinq années dans la même localité. Eviter les relevés précoces injustifiés.
	Quel bilan faites-vous du fonctionnement des communes depuis leurs mises en place en 2012 ? A votre avis qu'est ce qui n'a pas bien marché et comment y remédier ?	Le bilan des communes depuis leur mise en place reste mitigé : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le problème de leadership ;</li> <li>- Le choix des conseillers ne respectant pas le critère de compétence ;</li> <li>- La mauvaise gestion des ressources ;</li> <li>- L'unicité de la caisse, limitant l'autonomie financière des communes ;</li> </ul>

		<p>- L'ingérence des tutelles dans les affaires des communes ; Pour y remédier, il faut que les textes régissant les collectivités territoriales décentralisées soient respectés et appliqués.</p>
	<p>Quels rôles la chefferie traditionnelle peut-elle jouer dans la Gouvernance de notre pays ? Quelles reformes peut on y apporter ?</p>	<p>La chefferie traditionnelle peut jouer le rôle de stabilité, des cohésions sociales, des gardiens des us et coutumes, bref des agents de développement au sein de nos communautés. Ils (chefs traditionnels) doivent être impartiaux, apolitiques.</p>
Partis politiques et processus électoral	<p>Quel est selon vous, la durée idéale pour le mandat du Président de la République, des Députés, des Sénateurs ou des élus locaux ? Justifiez</p>	<p>1- La durée idéale pour le mandat des élus est de cinq (5) ans pour le président de la République, quatre (4) ans pour les députés, les sénateurs et les élus locaux, renouvelable une fois ;</p>
	<p>Quelles reformes proposeriez-vous pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle ?</p>	<p>Un parti politique dûment reconnu doit avoir les représentations dans au moins quinze (15) provinces du pays. L'Etat doit s'engager à verser régulièrement au parti ayant participé aux différentes élections leur subvention de fonctionnement et procéder au remboursement des frais de campagne après chaque élection, conformément aux textes de la république.</p>
	<p>Afin de garantir les élections libres, transparentes et crédibles, quelles améliorations proposeriez-vous au cadre institutionnel et juridique actuel des élections dans notre pays</p>	<p>La CENI doit être entièrement indépendante, crédible et paritaire tant au niveau central qu'au niveau déconcentré. La CENI doit refléter le consensus de tous les acteurs concernés.</p>
	<p>Avez-vous d'autres suggestions à faire ?</p>	<p>Réviser le fichier et le code électoral.</p>

<b>THEMATIQUE III: DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES</b>		
Droits humains, libertés fondamentales et les droits de la défense	L'effectivité de l'exercice des libertés et des droits de l'homme est-elle garantie dans notre pays et singulièrement dans votre province ?	L'exercice des libertés et des Droits de l'Homme semble être Globalement respecté à travers les associations et le droit d'expression qui se vit ; mais il existe des limites dans l'application des textes en vigueur et nous observons des cas de violation liés aux conflits claniques, l'extrémisme religieux et les crises identitaires et familiales.
	Que faut-il faire pour améliorer davantage la situation des droits de l'homme dans notre pays en général et/ou dans votre province ?	Pour améliorer la situation des Droits de l'Homme dans notre pays en général et dans notre province en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut appliquer rigoureusement la loi et en fonction des textes en vigueur, sans discrimination et sanctionner les auteurs de violation des Droits fondamentaux quels que soit leurs rangs.</li> <li>• Vulgarisation des textes sur les droits fondamentaux : constitution, code civil et pénal tchadien</li> <li>• L'amélioration de la laïcité du pays pour un brassage plus sincère et plus nationaliste entre les confessions religieuses.</li> </ul>
Libertés syndicales et associatives	Quelles sont les entraves à l'exercice des droits des syndicats et à la promotion du rôle de la société civile dans notre pays ?	Les entraves à l'exercice des droits des syndicats et à la promotion du rôle de la société civile dans notre pays sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les menaces : arrestations, intimidation, subdivision par le gouvernement lui-même qui est censé protéger les citoyens ;</li> <li>• Le non-respect de la loi en matière syndicale par l'Etat ;</li> <li>• Le non-respect des accords par le gouvernement ;</li> <li>• La fragilité de certains responsables syndicaux ;</li> </ul>
	Quelles sont les pistes d'amélioration des libertés syndicales et associatives ? que proposeriez-vous ?	Les pistes possibles pour l'amélioration des libertés syndicales que notre province propose sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La considération des leaders syndicaux comme des partenaires de développement ;</li> </ul>

<p>Démocratie citoyenneté</p>	<p>et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'implication des responsables syndicaux dans les prises de décision liées aux travailleurs ;</li> <li>• La non-ingérence des politiciens dans la gestion et surtout la responsabilisation des Agents de l'Etat.</li> </ul>
	<p>Comment renforcer davantage l'efficacité de la démocratie dans notre pays ?</p>	<p>Pour renforcer d'avantage l'effectivité de la démocratie dans notre pays, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le respect sans condition de la constitution,</li> <li>• Le respect strict du code électoral pendant la campagne ;</li> <li>• L'application et la mise en application d'une justice impartiale,</li> <li>• La culture du dialogue à travers le droit d'expression, droit syndical et liberté d'opinion,</li> <li>• L'organiser des élections libres et transparentes.</li> </ul>
	<p>Au regard de l'importance du droit de vote pour les citoyens, quelles sont les dispositions à prendre pour garantir à chacun le plein exercice de ce droit ?</p>	<p>Pour garantir à chacun le plein exercice de ses droits nous proposons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La promotion de la politique d'intégration sur les minorités ;</li> <li>• La non-ingérence et la neutralité des autorités traditionnelles et administratives dans le processus électoral ainsi que les forces de défense et de sécurité ;</li> <li>• La sensibilisation sur la citoyenneté ;</li> <li>• Des préliminaires à la base pour le choix des candidats et respecter le droit de vote de chaque citoyen.</li> <li>• La mise en place d'une politique de protection des vulnérables et des minorités.</li> </ul>
	<p>Comment garantir la transparence du processus électoral dans notre pays ?</p>	<p>Pour garantir la transparence du processus électoral dans notre pays il est absolu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter le code électoral ;</li> <li>• Renforcer les attributs des observateurs électoraux ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre une commission électorale indépendante ;</li> <li>• Créer les conditions de participation au vote pour tous les citoyens ;</li> <li>• Impliquer la société civile dans la composition des C.E.N.I ;</li> <li>• Mobiliser des observateurs nationaux et internationaux dans le Tchad profond.</li> </ul>
Libertés de la presse et rapports média-pouvoirs publics	Que pensez-vous de l'exercice de la liberté de presse dans notre pays ?	L'exercice de La liberté de presse dans notre pays existe mais il est partiellement indépendant du fait que les médias privés ne jouissent pas de même droit que ceux de l'Etat.
	Quelles propositions faites-vous dans le sens du renforcement de la liberté de la presse dans notre pays et dans votre province en particulier ?	<p>Les propositions que nous pouvons faire sont les suivantes :</p> <p>Aux médias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter l'éthique et la déontologie régissant la presse</li> <li>• Tenir compte de la dimension sociale en facilitant le dialogue et le vivre ensemble</li> </ul> <p>Au gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Multiplier les maisons des médias dans les provinces ;</li> <li>• Permettre l'accès équitable des médias publiques et privées ;</li> <li>• Veiller à la professionnalisation du métier de journalisme ;</li> <li>• Concevoir une politique nationale de communication.</li> </ul>
Les traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires,	Les traitements cruels, inhumains et dégradants font partie des infractions prévues et punies par les lois de la République et les conventions internationales.	<p>Non, La répression de pratiques inhumaines et dégradantes n'est pas réellement assurée par les juridictions nationales. Pour surmonter ces entraves ;</p> <p>Il faut que les juridictions prennent leur responsabilité afin d'éradiquer ces phénomènes et combattre l'impunité. Les leaders religieux et les</p>

disparitions forcées	La répression de ces pratiques interdites est-elle réellement assurée par les juridictions nationales ? si non, que proposez-vous pour surmonter les entraves à la répression de ces pratiques.	sensibilités politiques doivent s'impliquer dans la lutte contre ces pratiques.
Droits des personnes vulnérables	<p>Comment assurer une protection optimale des handicapés, des enfants et des femmes ?</p> <p>Comment faire respecter les droits de chacune de ces catégories de personnes ?</p> <p>En raison de leur vulnérabilité, quelles sont les stratégies spécifiques à adopter en leur faveur ?</p>	<p>Pour assurer une protection optimale aux personnes handicapés ; des enfants et des femmes il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un Accompagnement social</li> <li>• La vulgarisation des textes protégeant les enfants ; les personnes handicapées et les femmes.</li> </ul> <p>Pour le respect de leurs droits il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réprimer toutes les violences faites à l'endroit de ces personnes</li> <li>• L'Etat doit veiller et créer des conditions qui facilitent leur insertion dans la vie active.</li> </ul> <p>Les stratégies spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer un partenariat avec les ONG nationaux et internationaux pour la cause de personnes handicapées, les enfants et les femmes.</li> <li>• Créer des centres de formation professionnelle aux handicapés et aux femmes.</li> </ul>
Sécurité Sociale et institutions des prévoyances sociales	<p>La politique nationale en matière de sécurité sociale, répond-elle aux attentes des citoyens ?</p> <p>Les institutions de prévoyances sociales sont-elles suffisamment outillées et disposent-elles des</p>	<p>Non ; La politique nationale en matière de sécurité sociale ne répond pas aux attentes des citoyens. Les retraités sont maltraités au point d'être comme des mendiants pour leurs propres droits.</p> <p>Les institutions de prévoyance sociale ne sont pas suffisamment outillées car les ayants droits sont éloignés de leur site de traitement ; le suivi de leurs dossiers est marchandé à cause du traitement très indirect.</p>

	moyens d'actions à la dimension de leurs missions ?	Ces institutions disposent aujourd'hui des moyens mais la volonté manifeste de servir les concitoyens n'existe pas.
	Que faut-il faire pour améliorer la politique de protection sociale dans notre pays ?	En termes d'amélioration de la politique sociale il est souhaitable de : Améliorer et outiller la CNRT et la CNPS en matière sociale Rendre le paiement mensuel au lieu de trimestriel Mettre le projet de couverture sociale universelle en pratique.

<b>THEMATIQUE IV: POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES</b>		
Conditions d'amélioration des politiques sectorielles	Comment assurer une bonne gouvernance des ressources publiques en termes de mobilisation, de gestion et de reddition de compte relativement aux deniers publics ?	<p>Le Tchad dispose des potentialités et des opportunités dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, de l'eau, des mines et de l'énergie renouvelable.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploiter ces richesses pour permettre de restructurer et diversifier les sources des revenus.</li> <li>• Mettre en place des dispositifs de suivi et de contrôle rigoureux des ressources publiques.</li> <li>• Renforcer les capacités techniques des agents par la formation.</li> <li>• Pour assurer une bonne gouvernance des ressources publiques, il faut que l'Etat puisse désigner à des postes de responsabilité une personne compétente dans son domaine, de bonne foi, de bonne moralité et ayant le sens de l'éthique et l'esprit aigu du patriotisme.</li> </ul>
	Comment améliorer davantage le climat des affaires pour une utilisation optimale des ressources nationales en vue du	<p>Pour améliorer le climat des affaires en vue de développement économique, il est recommandé ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un cadre législatif et réglementaire favorisant la création des entreprises.</li> </ul>

	développement économique de notre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'État et les investisseurs doivent tenir leurs engagements vis-à-vis de leur cahier de charge.</li> <li>• Adopter une politique fiscale incitative et payer les dettes intérieures des opérateurs économiques.</li> <li>• Renforcer, organiser et encadrer les opérateurs économiques.</li> <li>• Faciliter l'accès à l'énergie, et aux NTIC à faible coût, (fibre optique, bonne couverture du réseau téléphonique...) aux institutions étatiques, et aux entreprises (PME, PMI...) qui constituent des éléments fondamentaux pour les investisseurs.</li> </ul>
	Comment assurer un développement rural durable ?	<p>Pour un développement rural durable, il recommande ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un programme d'investissement substantiel dans le secteur rural (filiales agro-sylvo-pastorales) porteurs.</li> <li>• Promouvoir et industrialiser le secteur minier, par le renforcement des Universités Tchadiennes (UP Mongo), afin de réaliser des études de prospections et d'explorations des nouveaux sites à fortes potentialités géologiques (minerais d'or...) que renferme le Guéra.</li> <li>• Moderniser le système d'exploitation agricole et pastoral par la mise en place des infrastructures adéquates de productions (équipements agricoles et pastoraux).</li> <li>• Mettre en place la chambre d'agriculture et valoriser les filières porteuses.</li> </ul>
	<b>Q4 : l'évolution démographique galopante non encadrée crée des difficultés de gestion de nos</b>	La politique urbaine durable à envisager sera axée sur l'accroissement de la population urbaine et rurale par l'adoption d'un plan d'aménagement territorial (plan urbain et régional (provincial)).

	<p><b>villes. Quelle politique urbaine durable peut-on envisager pour répondre aux exigences de qualité de vie ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un système de drainage, d'assainissement et de salubrité urbaine et rurale.</li> <li>• Promouvoir la lutte contre les pollutions et les occupations anarchiques.</li> <li>• Promouvoir l'accès des populations à l'eau potable et à l'habitat décent.</li> </ul>
	<p><b>Q5 : Comment combler les insuffisances relevées des politiques publiques sectorielles ?</b></p>	<p>Pour combler les insuffisances relevées dans les politiques publiques sectorielles, il importe de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des structures bancaires spécialisées dans les financements des secteurs spécifiques (crédits agricoles, PME, PMI...).</li> <li>• Augmenter le taux de financement de l'économie sur les ressources locales.</li> <li>• Créer un cadre de vie propice à l'épanouissement du bien-être de la population.</li> </ul>
	<p><b>Q6 : Comment améliorer le capital humain qui est à la base de tout développement ?</b></p>	<p>La valorisation du capital humain repose sur les actions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer une politique de formations techniques et professionnelles de qualité.</li> <li>• Promouvoir l'accès aux soins et aux services socio-éducatifs de qualité.</li> <li>• Développer une politique de formation-emploi permettant de créer des opportunités d'embauche en faveur de la jeunesse pour leur autonomisation.</li> <li>• Renforcer les capacités techniques, humaines et matérielles des structures de formations.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtir et équiper les institutions de formations techniques et professionnelles (UPM, LTC, LTI, Centre Professionnels etc.) afin de répondre aux exigences du moment (adéquation formation-emploi).</li> <li>• Améliorer l'accès, l'équité et la qualité des centres de formations.</li> </ul>
	<p><b>Q7 : Comment expliquer la prépondérance du secteur extractif dans l'économie et le budget national ? Comment diversifier notre économie ?</b></p>	<p>L'économie tchadienne est basée essentiellement d'une part, sur les industries extractives notamment l'exploitation des ressources pétrolière et d'autres part, sur l'agriculture et l'élevage. Ce qui la rend vulnérable aux chocs exogènes (baisse des prix des produits de base ou matières premières). Il est important de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversifier l'activité économique par l'exploitation des autres potentialités et opportunités (agriculture, élevage, mine etc.)</li> <li>• Mettre en place des pôles économiques de compétitivités dans les régions où elles sont produites.</li> </ul>
	<p><b>Q8 : Pourquoi les lois, institutions et les mécanismes de suivi de politique publique ne concourent pas à asseoir une bonne gouvernance des secteurs publics ?</b></p>	<p>Les lois, les institutions et les mécanismes de suivi ne concourent pas à asseoir une bonne gouvernance en raison de la légèreté du système de contrôle, du laxisme et de la corruption.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'impunité, la corruption, les détournements systématiques des deniers publics et le non-respect des lois.</li> <li>• Le manque de décrets d'applications de certaines lois de la République.</li> </ul>

## THEMATIQUE V: QUESTIONS SOCIETALES.

<b>Les sous thèmes</b>		<b>Réponses aux questions</b>
<b>Questions liées à l'éthique, aux comportements et aux valeurs</b>	Quelles politiques et mesures adéquates à adopter pour faire face à la dégradation de l'éthique et des avec leurs morales, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Inscrire dans le programme l'enseignement éthique ;</li> <li>✓ Promouvoir les valeurs morales ;</li> <li>✓ Instaurer l'éducation civique dans les collèges ;</li> <li>✓ Accorder une place privilégiée aux traditions dans les cérémonies officielles et privées ;</li> <li>✓ Garantir la laïcité sur l'ensemble du territoire national ;</li> </ul>
	Comment faire pour mettre efficacement une interaction entre les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Inculquer et transmettre les valeurs morales fondamentales, modernes, traditionnelles, religieuses, culturelles ;</li> <li>✓ Respecter les diversités culturelles ;</li> <li>✓ L'application stricte de la loi à l'égard des contrevenants.</li> </ul>
	Comment faire pour inculquer aux citoyens un bon usage des réseaux sociaux ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sensibiliser les citoyens sur un bon usage des réseaux sociaux ;</li> <li>✓ Mettre des filtres d'information ;</li> <li>✓ Sanctionner la cybercriminalité.</li> </ul>
<b>La moralisation de la vie nationale, la lutte contre la corruption, les détournements et les prévarications et prédatons de toutes sortes.</b>	Que faire pour donner à la Gouvernance de notre pays une image saine et digne d'une société tournée vers le développement et le progrès social ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Instituer auprès de présidence de la république une structure en charge de la moralisation, de la vie publique pour concevoir, exécuter, suivre et évaluer la politique gouvernementale en termes de la moralisation de la vie de la nation : Haute autorité de l'éthique et de la bonne gouvernance.</li> <li>✓ Faire élaborer, adopter et appliquer des codes d'éthique et de déontologie pour tous les corps de l'Etat civils et militaires, publics et organiser dans chaque département ministériel des sessions de remise à niveau des agents publics par rapport aux closes déontologiques et éthiques.</li> <li>✓ Faire aboutir les processus d'adoption du code d'éthique des marchés publics élaboré sur le financement la BAD ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Encadrer et suivre une bonne conduite d'éthique au sein des organisations (Partis politiques, les associations de la société civile, les entreprises etc...)</li> <li>✓ Bannir les nominations complaisantes à des hautes fonctions de l'Etat et aux postes techniques</li> </ul>
	<p>Que faut-il faire davantage pour lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite et les abus des biens publics ?</p>	<p><b><u>Au Gouvernement :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Adopter les documents d'enquête nationale sur la perception de la corruption au Tchad en vue de mettre en place une politique nationale de lutte contre la corruption ;</li> <li>✓ Créer une commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, indépendante du pouvoir exécutif et dirigée par une personnalité indépendante jouissant d'une crédibilité et d'une moralité irréprochables ;</li> <li>✓ Mettre en œuvre les dispositions des instruments internationaux de lutte contre la corruption ratifiés par le Tchad</li> </ul> <p><b><u>Au parlement :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Exiger la production régulière par le gouvernement des projets des lois de règlement à l'issue de chaque exercice budgétaire ;</li> </ul> <p><b><u>A la société civile :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jouer son rôle d'éveil de conscience à la citoyenneté.</li> </ul> <p><b><u>Aux médias :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jouer leur rôle d'information et de la promotion de la culture de civisme ;</li> <li>✓ Informer, sensibiliser et former la population sur les méfaits de la corruption ;</li> <li>✓ Continuer à dénoncer les faits de corruption dont elles sont témoins ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Créer un réseau des associations de défense des droits humains sur la corruption.</li> </ul>
<b>Les chefferies traditionnelles</b>	Les chefs traditionnels sont les gardiens de nos valeurs morales. Ils sont garants de nos us et coutumes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour leur participation active au développement de leurs communautés respectives, il faut redorer la dignité et l'honorabilité des chefs traditionnels pour qu'au regard des OSC et les ADH leurs avis et leurs orientations comptent. Il faut faire de sorte que les autorités administratives et militaires ne les humilient pas.</li> </ul>
	<p>Quelle place et rôle leur accorder pour leur pleine participation au développement de leurs communautés respectives ?</p> <p>Quels rôles peuvent-ils jouer entre les différentes communautés ?</p> <p>Quels rôles peuvent-ils jouer entre leurs communautés respectives et les pouvoirs publics ?</p> <p>Quel type de collaboration peut-on développer entre la chefferie traditionnelle, les leaders religieux et la société civile ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les chefs traditionnels peuvent jouer un rôle de relais entre leurs communautés respectives et le pouvoir public qui gagnerait à assurer une formation continue aux leaders traditionnels sur les valeurs de cohabitation pacifique et de vivre ensemble.</li> <li>✓ Une collaboration étroite faite des concertations pérennes entre les autorités traditionnelles, les leaders religieux et ceux des OSC est à développer pour le bien-être de la population. L'état veillera à la corrélation, à la coordination et à la cohérence de leurs actions.</li> <li>✓ Impliquer les chefs traditionnels dans tous les secteurs de développement</li> </ul>
<b>Les congrégations religieuses</b>	La laïcité de l'Etat tchadien est reconnue par toutes les constitutions depuis	<p>Il est recommandé à l'état de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Traiter avec égalité les religions dans les manifestations diverses.</li> </ul>

	<p>l'indépendance de notre pays. Malheureusement ce principe est souvent mis à rude épreuve.</p> <p>Que faut-il faire pour promouvoir davantage la laïcité de l'Etat ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Organiser des manifestations de brassage des religions en commençant par les enfants et les étendre aux adultes ;</li> <li>✓ Favoriser les manifestations communes, interreligieuses à l'exemple des prières interconfessionnelles.</li> </ul>
	<p>Quel rôle l'Etat peut-il jouer pour garantir la laïcité de l'Etat, la cohabitation pacifique, le vivre ensemble des populations et l'entente entre les différentes confessions religieuses ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'état peut appuyer à l'égalité les différentes religions dans l'accomplissement de leurs missions afin de garantir la laïcité de l'état, la cohabitation pacifique, le vivre ensemble et l'entente religieuse en renforçant leur capacité et en les encourageant dans les actions des sensibilisations des populations ;</li> </ul>
	<p>Que peut faire l'Etat pour aider les confessions religieuses à mieux jouer leur rôle dans la quête de la paix sociale, ainsi que dans la paix intra et inter religieuse ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dans la quête de la paix sociale et la paix intra/interreligieuse, l'état peut contribuer activement en aidant les confessions en renforçant les pouvoirs de conciliation des autorités religieuses</li> </ul>
<p><b>La question de la DIA</b></p>	<p>La dia est une pratique acceptée dans certaines communautés de notre pays. Que doivent faire les pouvoirs publics pour éviter un usage généralisé de cette pratique</p>	<p><b><u>Le pouvoir public doit :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dans le cas de crimes, donner la primauté à l'application des peines pénales ;</li> <li>✓ Mettre l'égalité de réparation de tord pour ceux qui la pratiquent et que la peine individuelle soit sévère ;</li> </ul>

	<p>qui met à mal le vivre ensemble entre les communautés qui la pratiquent et celles qui ne la reconnaissent pas ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Eviter d'étendre la pratique de la DIA dans les communautés où les us et coutumes ne la prévoient pas du tout.</li> <li>✓ Sensibiliser les citoyens sur le vivre ensemble, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.</li> <li>✓ Sensibiliser les leaders d'opinion, les chefs des communautés et les leaders religieux sur les impacts négatifs de la pratique de la DIA.</li> </ul>
<b>Le bilinguisme</b>	<p>Le Bilinguisme (Français, arabe) fait partie du programme d'enseignement dans notre pays dès son accession à l'indépendance. Que doivent faire les pouvoirs publics pour que l'enseignement du français et de l'arabe soit davantage une réalité nationale ? Que faire pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et les religions ?</p> <p>Comment faire pour promouvoir le multi linguisme dans notre système éducatif ?</p>	<p>La première préoccupation doit porter sur l'instauration des bases d'une politique durable à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La formation continue des enseignants francophones en arabe et arabophones en français ;</li> <li>✓ La révision et la restructuration de programme bilingue en tenant compte de la réalité bi linguistique du pays ;</li> <li>✓ L'acquisition des manuels, des matériels didactiques et de technologie de l'information et de la communication ;</li> <li>✓ L'augmentation de la part de subvention de l'état à la promotion du bilinguisme ;</li> <li>✓ Le développement des dispositifs de l'apprentissage de deux langues pour les cadres de l'administration ;</li> <li>✓ La formation des cadres pour le suivi- évaluation de mise en œuvre du bilinguisme ;</li> </ul> <p>Pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et religion, il importe de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Intensifier la sensibilisation des populations sur la nécessité de séparer les langues officielles (français, arabe) et les religions ;</li> <li>✓ Sensibiliser les jeunes pour qu'ils ne soient pas la proie des extrémistes religieux ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcer le système de suivi-évaluation, d'encadrement et de supervision de l'enseignement bilingue ;</li> <li>✓ La contractualisation et/ou l'intégration des enseignants bilingues formés ;</li> <li>✓ Former des enseignants polyvalents et bilingues de type nouveau ;</li> <li>✓ Multiplier l'établissement de l'enseignement bilingue.</li> </ul>
<p><b>La solidarité avec les couches vulnérables ;</b>  <b>La lutte contre les précarités et la pauvreté ;</b>  <b>Les mutilés de guerre ;</b>  <b>Le problème de la migration ;</b>  <b>L'exode rural.</b></p>	<p>Les questions liées aux couches vulnérables à la lutte contre la pauvreté, aux mutilés de guerre, à la migration et à l'exode rural ont comme dénominateur commun la précarité.</p> <p>Que doivent faire les pouvoirs publics pour résoudre la précarité à laquelle font face les couches vulnérables ?</p> <p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités et promouvoir la solidarité ?</p> <p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils faire pour contenir l'exode rural ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Promouvoir la bonne gouvernance</li> <li>✓ Concevoir, adopter et mettre en œuvre des politiques et programmes relatifs à la protection sociale</li> <li>✓ Renforcer les mesures prises en place des cadres juridiques, constitutionnels innovants, et l'utilisation des outils et instruments programmatiques, cohérents et adaptés au défi à relever.</li> <li>✓ Evaluer la stratégie nationale de protection (SNPS) couvrant la période (2016-2020) et mettre effectivement en œuvre celle de 2022 et 2026.</li> <li>✓ Les pouvoirs publics réduiront les inégalités en adoptant dans un premier temps, une véritable politique nationale sur les droits de l'Homme au Tchad, intégrant les droits de l'enfant, ceux de la femme, les droits catégoriels et les droits des personnes vulnérables et en promouvant et en vulgarisant les principes de justice, d'égalité, d'équité et du respect du droits humains. L'état encouragera et multipliera les actions de solidarité ;</li> <li>✓ Les pouvoirs publics peuvent contenir l'exode rural en promouvant l'entrepreneuriat rurale, l'autonomisation des femmes et des jeunes des milieux ruraux et en mettant en œuvre des programmes et des projets qui offrent des</li> </ul>

		opportunités d'emplois, de réduction de la pauvreté et d'épanouissement aux jeunes filles et garçons.
<b>La dimension genre et la promotion genre et la promotion de la femme</b>	Les dimensions genre et la promotion de la femme. Un effort réel est constaté dans l'évolution du statut de la femme ainsi que la dimension genre. Que doivent faire les pouvoirs publics pour promouvoir davantage la dimension genre, afin de garantir le progrès social, économique et politique de la femme ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Adopter le code de personne et de la famille ;</li> <li>✓ Appliquer effectivement les textes instituant la parité dans les fonctions nominatives et électives dans les secteurs de la vie publique et privée, des textes interdisant le mariage d'enfants ainsi que la disposition du code pénal réprimant les violences basées sur les genres ;</li> <li>✓ Impliquer d'avantage les femmes dans les missions de maintien de la paix ;</li> <li>✓ Outiller les femmes en général et les femmes rurales en particulier d'un point de vue légal éducatif et économique afin qu'elles franchissent l'étape de l'autonomisation ;</li> <li>✓ Miser davantage sur la scolarisation et le maintien des filles à l'école</li> </ul>
<b>Le trafic d'enfants</b>	Le trafic d'enfants qui est un phénomène nouveau dans	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Adopter le code des enfants ;</li> </ul>

	<p>notre pays prend malheureusement des proportions inquiétantes. Quelle politique et stratégie à mettre en œuvre pour éradiquer ce phénomène dans le pays ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Créer une loi qui sanctionne sévèrement le trafic d'enfants en réprimant les auteurs ;</li> <li>✓ Appliquer effectivement contre les parents et complices de trafic, les dispositions des conventions en la matière auxquelles le Tchad est partie prenante et les dispositions législatives et réglementaires nationale en vigueur ;</li> <li>✓ Réduire potentiellement le désœuvrement et les conditions précaires des parents par la mise en œuvre des programmes et des projets ruraux ;</li> <li>✓ Lancement et conduite des études prospectives sur l'évolution des problèmes, besoins et aspirations des jeunes en milieu rural et mise en œuvre des actions recommandées</li> <li>✓ Construction des centres multifonctionnels des jeunes (centre de formation des loisirs, d'écoute et d'orientation) ;</li> <li>✓ Allègement des mécanismes d'accès aux financements des projets des jeunes entrepreneurs ;</li> <li>✓ Exonération des entreprises nouvellement créées par les jeunes et/ou au profit des jeunes.</li> </ul>
--	--	---